

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 01/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXTER MUNITIONS SA

13 bis chemin des poudrières
65000 Tarbes

Références : 2024-0311-dp
Code AIOT : 0006802521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2024 dans l'établissement NEXTER MUNITIONS SA implanté 13 bis, Chemin des Poudrières BP 1446 65000 Tarbes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale visant à tester le POI d'exploitants Seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées.

Un courrier a été adressé préalablement à l'ensemble des établissements Seveso de la région (seuil haut uniquement en 2023) pour les informer de cette action régionale et en préciser les limites. Cette information a été également communiquée aux SIDPC/SIRACED-PC, avec un relai vers les forces de l'ordre, leur demandant à tous de ne pas intervenir dans ces exercices dédiés uniquement au contrôle de la mise en application du plan d'opération interne (POI) par les exploitants.

Le SDIS 65 a souhaité participer à cet exercice en faisant jouer son centre de proximité (Centre de Tarbes). L'objectif était de vérifier en exercice la gestion de l'interface service de défense extérieur/ service d'intervention interne du site, en lien avec le POI.

Dans le cas présent, l'exercice inopiné de la présente inspection s'est déroulé le vendredi 07 juin à 05h45 du matin, soit hors heures ouvrées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXTER MUNITIONS SA
- 13 bis, Chemin des Poudrières BP 1446 65000 Tarbes
- Code AIOT : 0006802521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site Nexter munitions se situe au Nord-Est de l'agglomération de Tarbes. Il est spécialisé dans la production d'explosifs primaires et la réalisation de composants ou objets pyrotechniques. Il accueille également un service d'étude et de développement. Le site est soumis à autorisation et classé Seveso Seuil Haut pour la fabrication et le stockage de produits explosifs. L'exploitation du site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise à jour du POI	Autre du 24/09/2020, article R.515-100	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)	Autre du 16/07/2013, article L.515-41	Sans objet
3	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I > 5.	Sans objet
5	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
7	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
8	contenue POI information PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
9	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
10	contenue POI : fumées de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
11	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le POI a été correctement mis en application par NEXTER pour le scénario testé lors de la visite inopinée. L'interface entre le SDIS et l'exploitant s'est bien déroulée.

La visite a fait ressortir 1 fait avec suites. Ce fait, dont la gravité et les enjeux sont modérés (mise à jour du POI à finaliser), nécessitent la réalisation d'actions correctives ou la transmission d'éléments justificatifs de la part de l'exploitant. Par ailleurs, quelques observations ont été formulées par l'inspection. Elles seront à prendre en compte dans le cadre de la révision en cours du POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Autre du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
Constats : Le site dispose bien d'un Plan d'Opération interne dont la dernière mise à jour remonte à 2020 (voir point de constat n°2). L'UID 65-32 dispose de la même version du POI. Suite à l'inspection et l'exercice inopiné, l'exploitant a indiqué être en cours de révision du POI :

les constats identifiés lors de la présente inspection devront être pris en compte dans le cadre de cette révision.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour son POI en intégrant l'ensemble des observations identifiées lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Autre du 24/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour dans des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Le dernier POI date de 2020. Une mise à jour était prévue, mais l'exploitant, informé de la réalisation d'une inspection en inopinée en 2024 pour évaluer son POI, attendait cette inspection (et les constats) pour le mettre à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour son POI en intégrant l'ensemble des observations identifiées lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.
Constats :

Les salariés du site reçoivent une sensibilisation sur le POI. Les cadres d'astreintes reçoivent eux une formation plus spécifique. Des exercices POI sont réalisés annuellement (3 en 2023 plus un exercice PPI organisé par la préfecture, 1 exercice en février 2024 et un autre prévu fin juin). Les comptes rendus des exercices sont disponibles.

Le jour de l'inspection, le planning d'astreinte a été consulté. 2 personnes d'astreinte sont arrivées dans un délai relativement réduit et ont joué les rôles de Directeur des Opérations Internes et de Commandement avancé. Une troisième personne a joué le rôle de commandement arrière. Les autres fonctions du POI n'ont pas été jouées.

Il a pu être constaté que les personnes d'astreintes connaissaient bien leur fonction (respect des fiches réflexes associées à chaque fonction). Une amélioration a toutefois été identifiée concernant le port des chasubles permettant d'identifier les fonctions de chacun : pris dans l'évènement et le début de la gestion de crise, l'astreinte DOI (Directeur des Opérations Internes) n'a pas mis sa chasuble. De plus, aucune autre chasuble n'était disponible pour les autres fonctions de l'astreinte.

Une autre amélioration concerne le changement de personnes pour les fonctions supports du POI : lors de l'arrivée du responsable de production du secteur concerné par l'évènement joué, le DOI a demandé à ce qu'il récupère le rôle de commandement avancé. Or, n'ayant pas eu le temps d'être trop briefé (évènement en cours depuis 1 heure avec déjà un certain nombre d'actions lancées), il a eu du mal à répondre au service de secours et l'ancien "commandement avancé" a dû reprendre son rôle. De plus, ce responsable de production n'avait pas en tête le volume d'eau de la réserve incendie (pourtant indiqué dans le POI au Chapitre 5 recensement des moyens). Un rappel des moyens d'intervention est donc à réaliser pour l'ensemble des cadres d'astreinte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les améliorations à apporter sont :

- mettre à disposition des chasubles pour chaque fonction support et rappeler l'importance de mettre ces dernières afin d'être bien identifiés ;
- éviter de changer de personnes sur les postes clés du POI (DOI, commandement arrière, commandement avancé) en cours d'évènement, sauf si la durée de l'évènement nécessite cette relève de poste.
- sensibiliser le personnel d'astreinte sur les moyens d'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I > 5.

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :

<ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Chaque membre du POI a bien joué son rôle lors de l'exercice. Le détail de l'exercice avec les constats est en annexe confidentielle.</p> <p>Suite à l'exercice, l'exploitant a justifié du test annuel du système de confinement des eaux d'extinction (test réalisé par Engie Solutions) : ce système a été vu sur site également. L'inspection demande à ce que le système obturant soit mieux identifié (avec notamment un affichage).</p> <p>Le groupe électrogène permettant d'alimenter les pompes du réseau incendie en cas de coupure électrique a également été contrôlé lors de l'inspection : ce dernier est testé tous les mois. L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle datant du 01/05/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les améliorations suivantes doivent être prises en compte dans le cadre de la mise à jour du POI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte doit intégrer les consignes hors heures ouvrées, consignes à partager avec le SDIS du fait de l'impossibilité de rentrer sur le site en cas d'absence de cadre d'astreinte ; - Organisation de la salle POI à compléter avec des chasubles d'identification des fonctions ainsi que des plans avec les zones d'effets (nécessaire notamment en cas de basculement en PPI) ; - Prévoir des EPI (casque) pour les personnels accompagnant les sapeurs-pompiers lors des reconnaissances ; - étudier la mise en place d'un second accès aux installations ; - compléter la fiche réflexe du commandement avancé avec l'action de confinement des eaux d'extinction incendie.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Contenu POI : responsable alerte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination</p>
<p>Constats :</p> <p>Le gardien a bien joué son rôle en appelant l'astreinte. Les personnes habilitées à déclencher les procédures sont bien désignées dans le POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention
Constats : Le DOI est responsable de la liaison avec l'autorité PPI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu POI : information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : Le DOI a simulé, dès son arrivée, l'appel à la préfecture dans le cadre d'une alerte pré-PPI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : contenue POI information PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : La prescription est respectée. Un fiche pré-alerte PPI est disponible dans le POI et permet d'informer rapidement la préfecture avec tous les éléments d'information.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contenu POI : articulation avec SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention
Constats : L'appel au SDIS a été déclenché par le DOI suite à son arrivée sur site. Ces derniers ont été accueillis par le gardien et le membre du POI jouant le rôle de commandement avancé. Les informations fournies au SDIS étaient adaptées et claires. La salle POI disposait de plan et matériel adaptés. L'évacuation du personnel et sa gestion ont été efficaces. Pour une meilleure interface avec le PPI, le SDIS recommande d'avoir à disposition en salle POI les plans avec les zones d'effets par secteur d'activité du site (plans issus de l'étude des dangers).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : contenue POI : fumées de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats : L'exploitant doit, dans le cadre de la mise à jour du POI, intégrer les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie (produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations

classées.

Constats :

L'état des stocks était disponible dès le début de l'exercice. Cet état détaille bien les produits et quantités stockés au niveau de la zone dépôt mais ne détaille pas l'état des stocks dans les petits dépôts annexés aux zones de production. L'exploitant indique qu'il connaît en temps réel le stock total sur site mais n'a pas la connaissance fine des quantités stockées dans ces petits dépôts exploités comme des zones de stockage d'encours de fabrication. De ce fait, lors de l'exercice, il a été retenu, pour modéliser les zones d'effets et les zones limites d'approche, le timbrage maximal autorisé.

Suite à l'exercice, l'inspection s'est rendu au niveau du bâtiment 697 et a pu constater un stock réel bien inférieur au stock en cours.

Type de suites proposées : Sans suite